Table ronde «Private Life Insurance» - Le point de rencontre des leaders de l'assurance sur la place financière

L'intermédiation au carrefour de la transparence et de la "mifidisation"

Fêtant cette année le 15e anniversaire de sa création, FARAD International S.A., membre du Groupe éponyme, a organisé la 10e édition de sa Table Ronde sur l'intermédiation internationale. Cette conférence, qui a eu lieu ce 13 avril à la Chambre de Commerce, est devenue depuis de nombreuses années un point de rencontre et un forum d'échanges incontournables où les professionnels du secteur discutent des derniers développements réglementaires, techniques et autres ainsi que des dernières tendances en matière de distribution internationale de produits d'assurance. La conférence a attiré près de 170 participants.

Sous la Présidence de **Fernand Grulms**, Managing Director de PECOMA Actuarial and Risk, la journée a débuté par la prise de parole d'un invité de marque, **Claude Marx**, Directeur Général de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) qui a brossé un tableau des challenges et des divers chantiers qui occupent actuellement la CSSF et qui seront à l'ordre du jour des prochaines années.

M. Marx a insisté sur la nécessité pour les professionnels à appliquer toutes les réglementations, et pas seulement celles du Luxembourg, mais aussi à tenir compte de celles relatives au pays de résidence des clients. Il a également loué l'excellence de l'assurance-vie comme outil légal de planification successorale. Tout en annonçant que les réformes réglementaires arrivent progressivement à leur terme, M. Marx a longuement insisté sur la nécessité pour les acteurs de la place à prendre la transparence fiscale à bras le corps et à l'appliquer sans délai, annonçant en parallèle la future intensification des inspections sur sites. La Table ronde a ensuite vu se succéder plusieurs acteurs spécialisés – du métier de Conseil, du droit de l'assurance – actifs dans le domaine du Private Life Insurance. Une première présentation fut assurée par Maître **Cédric Schirrer** (Wagener et Associés), au sujet de «La Transparence en intermédiation». Ce sujet fut repris et débattu par un panel de professionnels de sociétés de courtage et de compagnies d'assurance animé par Maître **Christophe Verdure** (Euridis).

Claude WIRION, Directeur du Commissariat aux Assurances, invité d'Honneur de la table ronde

Un deuxième panel a abordé le thème de «l'Intermédiation des produits d'assurance-vie dans un contexte International» suite à une brève introduction du sujet par Maître **Marc Gouden** (Philippe & Partners). Un nouveau format «d'interview» fut introduit au cours de cet évènement. En effet, Fernand Grulms a questionné **Anice Chlagou**, Directeur adjoint de Lombard Odier Genève, sur le thème: «Pourquoi un banquier suisse décide-t-il de créer une activité de courtage en assurance?» Le deuxième «keyno**te speaker» de la journée fut Olivier Tarrisson**, Country Manager France, NNLife S.A. qui a abordé le sujet du «FAS (Fonds d'assurance spécialisé) et de sa mise en œuvre».

Un troisième panel a ponctué la matinée et a traité du thème de «La Digitalisation du secteur de l'assurance-vie». Ce panel fut animé par **Luc Rasschaert**, CEO de IWI S.A. L'après-midi a débuté par l'intervention de l'invité d'Honneur, **Claude Wirion**, Directeur du Commissariat aux Assurances, qui a délivré aux participants le message des autorités de contrôle du secteur de l'assurance sous forme de point d'actualité sur la distribution d'assurances. M. Wirion s'est attaché à faire un état des lieux concernant la Directive IDD – «Insurance distribution directive» et le Règlement PRIIPs – «packaged retail and insurance-based investment product». Il a également abordé les méthodes de travail relatives à l'élaboration des textes et leur mise en œuvre et a abordé un certain nombre de problèmes particuliers relatifs à la Directive et au Règlement. A la suite de cette très attendue prise de parole, les participants ont pu assister à plusieurs «masterclasses» traitant divers sujets relatifs à des marchés spécifiques tels que la France, l'Italie et le Portugal par Maître **Xavier Périnne** (AFFINA Légal), Silvia **Lolli** (EY Italie), Sandra **Barreca** et Carlo Mersch (IWI).

Outre ces sujets Règlementaires et commerciaux, trois autres «masterclasses» furent proposés. Le thème de l'Impact Investment fut abordé par le biais d'une intervention à propos de la «Micro-finance responsable dans le monde de l'assurance» par **Jenny Nasr** et **Henk van Oosterhout** (Microinsurance Network). L'APCAL (Association Professionnelle des Courtiers en Assurance à Luxembourg) nous a fait participer au «Quiz du Courtier». De façon ludique et dynamique, l'APCAL a présenté les activités des courtiers en Assurance dans une bonne humeur partagée.

Enfin, les invités purent également suivre un panel consacré aux PSA (professionnels du Secteur de l'Assurance) introduit et animé par Maître **Christophe Verdure** et auquel ont participé **Fernand Grulms** (PECOMA), **Philippe Dubois** (CNP) et **James J. Doyle** (EASI).

Trente intervenants se sont succédé lors de cette table ronde qui cette année fut notamment sponsorisée par Cardif Lux Vie, NN Life, IWI, KBL, EURIDIS, par l'APCAL, Selectra et EASI. Pour cette édition du 13 avril 2016 FARAD International a mis l'accent sur la transparence et sur l'impact que les nouvelles règlementations en vigueur, ou en passe de l'être, vont avoir sur l'intermédiation et la distribution des assurances-vie.

Publication mensuelle du STATEC sur l'état de la conjoncture luxembourgeoise

Bonne résistance de l'activité en fin d'année

L'activité économique a été relativement soutenue sur la fin de 2015, bien que la composition de la progression du PIB ait quelque peu différé de celle observée sur les trimestres précédents. L'année 2015 se solde ainsi par une croissance économique proche de 5%, témoignant de la poursuite d'une conjoncture favorable.

Croissance de 4.8% en 2015

Le PIB en volume a progressé de 1.1% sur un trimestre au cours du 4e trimestre 2015 (+3.0% sur un an), soit à un rythme presque équivalent à celui du 3e trimestre. Ce résultat porte la progression du PIB en 2015 à 4.8%, après 4.3% en 2014 et une troisième année consécutive de croissance relativement soutenue (après +4.3% en 2013 et +4.1% en 2014). Les révisions affectant les trois premiers trimestres de 2015 sont relativement faibles (hormis pour T1 2015, où c'est principalement la performance des services aux entreprises qui a été revue à la hausse). Ainsi, le PIB a crû de 1.2% au 1er trimestre, effectivement soutenu par un rebond de la consommation des ménages – démentie au 3e trimestre – ainsi que par une meilleure orientation des investissements (+10% environ sur un trimestre hors avions et satellites). La consommation des ménages, ainsi que le FBL, affichent pourtant au 4e trimestre des évolutions en demi-teinte (+0.2% et +0.1% respectivement, hors avions et satellites, pour la FBL), mais il convient de rappeler qu'elle avaient bénéficié d'un coup de fouet à la fin de 2014, juste avant le relèvement de la TVA (dû à un contrecoup à la baisse sur la fin de 2015).

Une fin d'année moins favorable aux services, mais meilleure pour l'industrie

Les activités de services aux entreprises ont contribué négativement à l'évolution du PIB sur le 4e trimestre 2015, mais cette baisse (qui intervient après deux très bons trimestres pour cette branche) n'est pas d'une ampleur de nature inquiétante. Parmi les autres services non financiers, le secteur des transports apporte encore une contribution relativement faible à la croissance (+0.1% sur un an), en dépit d'un des transport autant et de meilleurs résultats pour les entreprises du transport routier. La valeur ajoutée de la branche du commerce, après trois trimestres successifs de baisse, enregistre enfin un mouvement positif sur le dernier trimestre de l'année (+1.5%).

Sur l'ensemble de 2015 et comparé à l'ensemble des branches d'activité, les entreprises du commerce enregistrent l'un des résultats les plus décevants (-10%), à côté de celles de l'Horeca (-2.4%), dans ces deux domaines, la baisse de la TVA est susceptible d'avoir constitué un handicap de commerce avait cependant bénéficié d'un surcroît de consommation en amont de la hausse (notamment sur le premier trimestre de l'année), ce qui a contribué à contribuer positivement à l'évolution du PIB au dernier trimestre, mais de manière bien plus modérée que sur les précédents: un certain sous-effectuent se fait ressentir en toute fin d'année, sans doute lié au contexte financier plus difficile du deuxième semestre (volatilité boursière accrue, faiblesse des taux) qui pèse en particulier sur la valeur ajoutée des banques et des assurances. La bonne surprise de fin d'année provient de l'industrie (+1.1% sur un trimestre et +3.0% sur un an), dont on ne s'agit que d'une demi-surprise étant donné le rebond observé de la production en octobre et novembre (cf. Conjoncture Flash du mois précédent). Ce rebond – qui se plaque près de la moitié de la croissance observée sur un trimestre – réfléchissant un large de la tendance relevée dans la zone euro, où la valeur ajoutée de l'industrie s'est nettement reprise (la production y rebondit soulement à partir de janvier 2016).

Industrie: Divergence entre confiance et production

La production industrielle a enregistré une hausse de plus de 2% sur un trimestre au 4e trimestre 2015, ce qui est loin d'être négligeable dans des domaines d'activité (dont celui de la sidérurgie). L'évolution de la confiance des industriels, également corrélée à court terme à celle de la production effectivement comptabilisée, ne laissait pas entrevoir un résultat si favorable. Etant donné que cet indicateur de confiance baisse légèrement en janvier (-0.4 point), il est probable que la hausse observée au 4e trimestre de l'année en cours tendant vers une performance plus modeste. Mais le fait entre confiance et production n'est pas toujours automatique, comme l'a montré la forte hausse de la production industrielle dans la zone euro en janvier (+2.1% sur un mois), alors même que le moral des industriels y enregistrait une nette dégradation. Le secteur de la construction a également surpris, avec une hausse de la production de 1.5% au 4e trimestre, en janvier dans la zone euro, même s'il est probable que les températures très douces de janvier aient fortement influencé ce résultat.

Secteur financier: Un assouplissement qui touche à sa fin?

Les banques interrogées en début d'année dans le cadre de l'enquête sur le crédit bancaire font état d'une manière générale une attitude moins flexible dans l'octroi de crédit. Que ce soit vis-à-vis des entreprises ou des ménages – et pour ces derniers, autant pour les crédits à la consommation qu'à l'habitat –, elles ont déclaré avoir eu aussi(t)ni durci leurs conditions d'octroi au 1er trimestre 2016. Ce durcissement concerne également, et de loin, les critères de marge appliqués aux crédits, et dans une moindre mesure, le montant des crédits accordés. Les perspectives vis-à-vis de la demande de crédit des entreprises et des ménages demeurent quant à elles bien orientées d'après les établissements interrogés, et ce pour tous les types de crédits. Les sociétés non financières continuent à suivre un développement favorable (en hausse de 15% environ sur un an à la fin du 4e trimestre 2015), tant vis-à-vis d'entités résidentes que non résidentes.

Services non financiers: Des signaux plus positifs

L'indicateur de confiance dans les services (hors services financiers et commerce de détail), plutôt orienté à la baisse à la fin de 2015, enregistre un net rebond au début de 2016 (février et février). Cette amélioration est portée par les opinions plus optimistes des entreprises quant à leur situation et à leur entreprise et des perspectives à court terme en matière de demande. Elle constitue un signal positif pour l'évolution de la valeur ajoutée des services non financiers au 1er trimestre 2016, après un quatrième trimestre 2015 un peu décevant. Au niveau de la zone euro, les indices des directeurs d'achats (PMI) font également état d'une amélioration (services et l'industrie). Allée à des chiffres meilleurs que les prévisions, ces signaux de tension.

Consommation: Immatriculations: retour à la normale

Les immatriculations de nouvelles voitures particulières enregistrent en février une progression assez impressionnante, de 18% sur un an (après +8% en janvier). Cette reprise intervient après une année 2015 assez singulière, où les ventes de voitures neuves ont été fortement impactées par la hausse de la TVA au 1er janvier. Il est difficile de considérer comme un retour à la normale plutôt que comme une véritable reprise soutenue par de solides appuis conjoncturels. Et ce d'autant plus que le niveau d'immatriculations observé en février (+ 450 véhicules en données brutes) est très comparable à celui relevé pour les mois de février 2014 et 2015. Les ventes de véhicules neufs ont par ailleurs dans la zone euro, même s'il est probable que les températures très douces de janvier aient fortement influencé ce résultat.

Sectteur financier: Un assouplissement qui touche à sa fin?

Les banques interrogées en début d'année dans le cadre de l'enquête sur le crédit bancaire font état d'une manière générale une attitude moins flexible dans l'octroi de crédit. Que ce soit vis-à-vis des entreprises ou des ménages – et pour ces derniers, autant pour les crédits à la consommation qu'à l'habitat –, elles ont déclaré avoir eu aussi(t)ni durci leurs conditions d'octroi au 1er trimestre 2016. Ce durcissement concerne également, et de loin, les critères de marge appliqués aux crédits, et dans une moindre mesure, le montant des crédits accordés. Les perspectives vis-à-vis de la demande de crédit des entreprises et des ménages demeurent quant à elles bien orientées d'après les établissements interrogés, et ce pour tous les types de crédits. Les sociétés non financières continuent à suivre un développement favorable (en hausse de 15% environ sur un an à la fin du 4e trimestre 2015), tant vis-à-vis d'entités résidentes que non résidentes.

Marché de travail: La fin de 2015 reste favorable à l'emploi

Au 4e trimestre 2015, l'emploi salarié intérieur progresse avec le 3e trimestre consécutif, de 0.7% sur un trimestre, soit plus de 2'500 créations nettes d'emplois. Cette progression est légèrement inférieure à celle observée au 3e trimestre (+0.8%). Sur un an, qui s'était traduit depuis 2014, semble sur le point de toucher à sa fin (il n'y a cependant pas encore lieu d'évoquer un nouvel épisode de durcissement). Les perspectives vis-à-vis de la demande de crédit des entreprises et des ménages demeurent quant à elles bien orientées d'après les établissements interrogés, et ce pour tous les types de crédits. Les sociétés non financières continuent à suivre un développement favorable (en hausse de 15% environ sur un an à la fin du 4e trimestre 2015), tant vis-à-vis d'entités résidentes que non résidentes.

Marché de travail: La fin de 2015 reste favorable à l'emploi

Au 4e trimestre 2015, l'emploi salarié intérieur progresse avec le 3e trimestre consécutif, de 0.7% sur un trimestre, soit plus de 2'500 créations nettes d'emplois. Cette progression est légèrement inférieure à celle observée au 3e trimestre (+0.8%). Sur un an, l'emploi a augmenté de 2.6% sur un an, après +2.5% en 2014. Cette dynamique s'appuie principalement sur les travailleurs frontaliers (surtout ceux originaires de France) et les résidents étrangers, l'emploi des résidents luxembourgeois n'ayant augmenté que de 0.1% sur un trimestre en T4 (contre 1.1% pour les non-résidents et 0.8% pour les frontaliers). Les activités comptabilisées ont, avec +280 personnes sur un trimestre (données désaisonnalisées), la hausse la plus spectaculaire au T4 2015, suivie par le commerce de détail (+194 personnes), le travail intérimaire (165), les travaux de construction spécialisés (157) et les activités de nettoyage (153). The rapport au trimestre précédent, les créations d'emplois profitent davantage aux profils à moindre qualification (intérim, commerce, nettoyage, personnel domestique des ménages…) ce qui se répercute favorablement sur le chômage. Ce dernier a diminué de 0.3% sur le trimestre à 2.5%, après 6.7% au 2015 et même encore 7.0% au début de 2015.

Inflation: Evolutions contrastées des deux côtés de l'Atlantique

Aux Etats-Unis, le taux d'inflation s'est fortement redressé de 0% sur un an encore en septembre 2015, à s'élevant 1% en début d'année. D'un côté, ceci est lié aux effets de base sur le prix du pétrole qui se sont estompés. Mais c'est surtout l'inflation hors énergie et alimentation qui, conjointement aux anticipations d'inflation, envoie des signaux de tension. Ainsi, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) a accéléré plus vivement encore, atteint son niveau le plus élevé depuis presque 4 ans. Il en va autrement en zone euro, où aussi bien le taux d'inflation global que la sous-jacente se sont repliés en février, poussant la BCE à rendre sa politique monétaire encore plus accommodante dans le but de faire remonter les anticipations d'inflation. Si l'inflation plus forte qu'anticipée dans plusieurs grandes économies de la zone euro (notamment Allemagne, France et Espagne) ont fait remonter le taux d'inflation à -0.2% et la sous-jacente à 0.9% sur un an en février (+0.3% et +1% respectivement en janvier). L'inflation au Luxembourg suit les tendances européennes, avec des niveaux de +0.2% (hors) et +1.3% (hors énergie et alimentation) légèrement au-dessus de la moyenne de la zone euro.

International: Du mieux pour l'investissement

Eurostat a confirmé le 6 mars la progression du PIB (+0.2% au 4e trimestre pour la zone euro. La croissance pour l'ensemble de 2015 est légèrement révisée à la hausse par rapport à l'estimation rapide de février, de 1.5% à 1.6%) et publié le détail des agrégats correspondants. Ceux-ci font ressortir une contribution bien plus marquée des dépenses d'investissement (formation brute de capital fixe) – un signal rassurant après deux trimestres très décevants – et des stocks, tandis que la demande intérieure soutien de la demande intérieure, alors que la consommation privée montre un certain passage à vide. La demande extérieure nette s'affiche en retrait comme déjà au 3e trimestre, sous l'effet majeur du ralentissement des exportations. Les données du commerce extérieur montrent que le volume des exportations de biens a reculé de 0.6% sur un trimestre (cet particulièrement sévère vis-à-vis de l'Asie (surtout Chine et Inde), de l'Amérique (surtout Etats-Unis et Brésil) et de la plupart des pays exportateurs de pétrole, soit des économies qui étaient parmi les plus dynamiques dans la dernière décennie des perspectives de croissance mondiale au début de 2016.

Source: STATEC